

## COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2008 — 376

[C — 2008/31037]

## 20 DECEMBRE 2007. — Arrêté 2007/832bis relatif à l'Observatoire de l'accueil et de l'accompagnement de la personne en situation de handicap en Région bruxelloise

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu les articles 128, 138, et 178 de la Constitution coordonnée par la loi du 17 février 1994;

Vu le décret du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées et plus particulièrement son article 3;

Vu l'avis de l'Inspection des finances donné le 4 septembre 2007;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du budget;

Vu l'avis du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé du 16 mai 2007;

Vu l'avis n° 43.768/4 du Conseil d'Etat donné le 26 novembre 2007 en application de l'art. 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant la nécessité d'avoir une meilleure connaissance des besoins des personnes en situation de handicap;

Considérant que le contexte institutionnel qui sous-tend l'accueil et l'accompagnement de la personne en situation de handicap est multiple et complexe et fait l'objet d'une répartition de compétences;

Considérant la spécificité que présente dans ce domaine la Région bruxelloise et la nécessité de mettre en place un processus permettant d'orienter en permanence les décideurs en fonction des évolutions constatées;

Sur la proposition de la Membre du Collège en charge de la Politique d'aide aux personnes handicapées;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1. Conseil consultatif : le Conseil consultatif bruxellois francophone de l'aide aux personnes et de la santé — section personnes handicapées;

2. Collège : le Collège de la Commission communautaire française;

3. Service bruxellois : le Service bruxellois francophone des personnes handicapées de la Commission communautaire française;

4. Observatoire : Observatoire de l'accueil et de l'accompagnement de la personne en situation de handicap en Région bruxelloise;

5. Ministre compétent : Membre du Collège en charge de la Politique d'aide aux personnes handicapées.

**Art. 2.** Il est créé, au sein du Service bruxellois francophone des personnes handicapées, un observatoire de l'accueil et de l'accompagnement de la personne en situation de handicap en Région bruxelloise.

CHAPITRE II. — *Missions*

**Art. 3.** L'Observatoire a pour missions :

1° de dresser un inventaire permanent :

— des politiques menées et des informations en matière de handicap;

— des institutions et des associations compétentes en matière de handicap;

2° de réaliser ou de faire réaliser, à la demande du Ministre compétent ou d'initiative, conformément aux règles en vigueur, des études et des recherches scientifiques en matière de handicap et de tenir un inventaire des études et des recherches concernant les personnes en situation de handicap. Afin de remplir cette mission, tous les rapports des études ou des recherches concernant la personne en situation de handicap réalisées à l'initiative de la Commission communautaire française sont transmis à l'Observatoire;

3° de faire des recommandations se basant sur l'évaluation des politiques menées et des besoins tant dans le cadre de l'aide aux personnes handicapées de la Commission communautaire française que dans le cadre des politiques menées par les différents niveaux de pouvoir et des acteurs de terrain en Région bruxelloise;

4° de promouvoir et de faire connaître toute initiative dont l'objectif est d'améliorer la situation des personnes en situation de handicap;

5° d'établir annuellement un rapport d'activités. Ce rapport comporte les travaux réalisés, les inventaires et les recommandations. Il est transmis au Conseil consultatif et à l'Assemblée de la Commission communautaire française.

**Art. 4.** Les différentes productions résultant des missions prévues à l'article 3, sauf celles décrites au 2° de l'article 3 et pour lesquelles un accord préalable du commanditaire devra être donné, sont rendues publiques par l'Observatoire, notamment par l'intermédiaire du site internet de la Commission communautaire française.

**Art. 5.** L'Observatoire peut inscrire ses activités dans le cadre du réseau européen des Observatoires. Il peut participer aux travaux du dit réseau en contribuant à son fonctionnement, son organisation et ses activités en vue d'organiser l'échange d'informations, de données et de promouvoir les bonnes pratiques à l'échelle européenne en matière d'aide aux personnes en situation de handicap.

L'Observatoire, après accord du Ministre compétent, établit avec tout autre organisme international, étranger, fédéral, communautaire, régional ou local, de droit public ou privé, les collaborations nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

### CHAPITRE III. — Organisation

#### Section 1<sup>er</sup>. — La coordination opérationnelle

**Art. 6.** Un organe décisionnel appelé « coordination opérationnelle » est constitué au sein de l'Observatoire. Cet organe est chargé de la coordination des travaux de l'Observatoire. Dans ce cadre, il est chargé d'élaborer annuellement un rapport d'activités qu'il transmet avant le 30 juin au Comité d'accompagnement visé à l'article 9.

**Art. 7.** La coordination opérationnelle est composée de l'Administrateur général adjoint de l'administration de la Commission communautaire française, du Directeur d'administration du Service bruxellois francophone des personnes handicapées, du représentant du Ministre compétent, de deux représentants du Conseil consultatif désignés en son sein ainsi que d'un chercheur travaillant pour l'Observatoire.

Le secrétariat pour cette coordination opérationnelle s'effectue sous la responsabilité du Directeur d'administration du Service bruxellois francophone des personnes handicapées.

**Art. 8.** La coordination opérationnelle désigne le chercheur responsable de la coordination scientifique des travaux de l'Observatoire. A cette fin, celui-ci bénéficiera d'une convention de financement à charge du budget spécifique de l'Observatoire prévu à l'article 8.05.06.

#### Section 2. — Le Comité d'accompagnement

**Art. 9.** Un organe de réflexion appelé « Comité d'accompagnement » est constitué au sein de l'Observatoire. Il est chargé de l'orientation et de l'évaluation des missions poursuivies par l'Observatoire. Il est également chargé d'approuver le rapport d'activités transmis par la coordination opérationnelle.

**Art. 10.** Ce Comité est composé de :

- trois représentants des pouvoirs publics :
- un représentant du Ministre compétent;
- un représentant du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale (au titre de sa fonction de coordination de l'action des membres de son Gouvernement en matière de politiques liées aux politiques de handicap);
- un représentant du Ministre-Président de la Commission communautaire française (au titre de sa fonction de coordination de l'action des membres de son Gouvernement en matière de politiques liées aux politiques de handicap);
- cinq représentants du Conseil consultatif : le Président et quatre représentants désignés en son sein.
- les chefs de service du Service bruxellois francophone des personnes handicapées.

**Art. 11.** Le Comité d'accompagnement élit en son sein sa présidence parmi les représentants du Conseil consultatif.

**Art. 12.** Le Comité d'accompagnement peut associer un ou plusieurs experts à ses travaux lorsque ceux-ci ont un caractère technique nécessitant des compétences particulières. Il peut également associer un ou plusieurs représentants d'une autre entité fédérée à ses travaux lorsque ceux-ci ont un caractère transversal nécessitant des échanges.

**Art. 13.** Le Comité opérationnel et le Comité d'accompagnement établissent leur règlement d'ordre intérieur respectif.

### CHAPITRE IV. — Dispositions finales

**Art. 14.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Fait à Bruxelles, le 20 décembre 2007.

Par le Collège :

Le Ministre-Président du Collège, B. CEREXHE

La membre du Collège en charge de la Politique d'aide aux personnes handicapées,  
Mme E. HUYTEBROECK

## VERTALING

## FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2008 — 376

[C — 2008/31037]

**20 DECEMBER 2007. — Besluit 2007/832bis betreffende het Observatorium voor de opvang en de begeleiding van personen met een handicap in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest**

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op de artikelen 128, 138 en 178 van de Grondwet, gecoördineerd bij de wet van 17 februari 1994;

Gelet op het decreet van 4 maart 1999 inzake de sociale integratie en de inschakeling in het arbeidsproces van personen met een handicap, en meer in het bijzonder op artikel 3;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 4 september 2007;

Gelet op het akkoord van het Lid van het College belast met de Begroting, gegeven op (datum);

Gelet op het advies van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Hulp aan personen en Gezondheid van 16 mei 2007;

Gelet op het advies nr. 43.768/4 van de Raad van State, gegeven op 26 november 2007 in toepassing van artikel 84, §1, lid 1, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende de noodzaak om een betere kennis te hebben van de noden van personen met een handicap;

Overwegende dat de institutionele context die de basis vormt voor de opvang en de begeleiding van personen met een handicap meervoudig en ingewikkeld is en het voorwerp uitmaakt van een verdeling van bevoegdheden;

Overwegende het specifieke karakter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in deze materie en de noodzaak om een proces in te stellen dat het mogelijk maakt om de beslissingnemers voortdurend te sturen in functie van de vastgestelde evoluties;

Op voorstel van het Lid van het College belast met het Beleid inzake Bijstand aan personen met een handicap,

Na beraadslaging,

Besluit :

**HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen**

**Artikel 1.** In dit besluit dient verstaan te worden onder :

1. Adviesraad : de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Hulp aan personen en Gezondheid — afdeling Personen met een handicap;

2. College : het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

3. Brusselse Dienst : de Brusselse Franstalige Dienst voor Personen met een handicap van de Franse Gemeenschapscommissie;

4. Observatorium : het Observatorium voor de opvang en de begeleiding van personen met een handicap in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

5. Bevoegde minister : het Lid van het College belast met het Beleid inzake Bijstand aan personen met een handicap.

**Art. 2.** Binnen de Brusselse Franstalige Dienst voor Personen met een handicap wordt er een Observatorium voor de opvang en de begeleiding van personen met een handicap in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest opgericht.

**HOOFDSTUK II. — Opdrachten**

**Art. 3.** Het Observatorium heeft als opdracht:

1° het opmaken van een permanente inventaris :

— van het gevoerde beleid en van informatie inzake handicap;

— van competente instellingen en verenigingen inzake handicap;

2° het uitvoeren of het laten uitvoeren, op vraag van de bevoegde minister of op eigen initiatief, overeenkomstig de geldende regels, van wetenschappelijke studies en onderzoek inzake personen met een handicap en het bijhouden van een inventaris van studies en onderzoek betreffende personen met een handicap. Om deze opdracht te vervullen, worden alle verslagen van studies of onderzoeken betreffende personen met een handicap die op het initiatief van de Franse Gemeenschapscommissie uitgevoerd worden aan het Observatorium overgedragen;

3° het formuleren van aanbevelingen door zich te baseren op de beoordeling van het gevoerde beleid en op de noden zowel in het kader van de bijstand aan personen met een handicap van de Franse Gemeenschapscommissie als in het kader van het beleid dat gevoerd wordt door de verschillende beleidsniveaus en door de actoren op het terrein in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

4° het bevorderen en het bekendmaken van elk initiatief met als doel de verbetering van de situatie van personen met een handicap;

5° het jaarlijks opstellen van een activiteitenverslag. Dat verslag bevat de uitgevoerde werken, de inventarissen en de aanbevelingen. Het wordt bezorgd aan de Adviesraad en aan de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie.

**Art. 4.** De verschillende resultaten die voortkomen uit de in artikel 3 voorziene opdrachten, behalve de resultaten die beschreven worden in 2° van artikel 3 en waarvoor een voorafgaande toestemming van de opdrachtgever vereist is, worden door het Observatorium bekendgemaakt, onder meer via de website van de Franse Gemeenschapscommissie.

**Art. 5.** Het Observatorium kan zijn activiteiten inschrijven in het kader van het Europese netwerk van Observatoria. Het kan deelnemen aan de werkzaamheden van het genoemde netwerk door bij te dragen aan zijn werking, zijn organisatie en zijn activiteiten met het oog op de organisatie van de uitwisseling van informatie en van gegevens en de bevordering van goede praktijken met betrekking tot bijstand aan personen met een handicap op Europees niveau.

Na instemming van de bevoegde minister gaat het Observatorium met elke andere internationale, buitenlandse, federale, gemeenschaps-, gewest- of plaatselijke publiekrechtelijke of private instelling samenwerkingen aan die nodig zijn voor het vervullen van zijn opdracht.

### HOOFDSTUK III. — *Organisatie*

#### *Afdeling 1. — Operationele coördinatie*

**Art. 6.** Binnen het Observatorium wordt een beslissingsorgaan met de naam « Operationele coördinatie » opgericht. Dat orgaan is belast met de coördinatie van de werkzaamheden van het Observatorium. In dat kader is het belast met de jaarlijkse opstelling van een activiteitenverslag dat vóór 30 juni aan het in artikel 9 bedoelde Begeleidingscomité wordt bezorgd.

**Art. 7.** De Operationele coördinatie is samengesteld uit de Adjunct-algemeen bestuurder van de Franse Gemeenschapscommissie, de Bestuursdirecteur van de Brusselse Franstalige Dienst voor Personen met een handicap, een vertegenwoordiger van de bevoegde minister, twee vertegenwoordigers van de Adviesraad die in zijn midden zijn aangesteld, en een onderzoeker die voor het Observatorium werkt.

Het secretariaat van deze Operationele coördinatie vindt plaats onder de verantwoordelijkheid van de Bestuursdirecteur van de Brusselse Franstalige Dienst voor Personen met een handicap.

**Art. 8.** De Operationele coördinatie wijst de onderzoeker aan die verantwoordelijk is voor de wetenschappelijke coördinatie van de werkzaamheden van het Observatorium. Daartoe beschikt deze laatste over een financieringsovereenkomst ten laste van de specifieke begroting van het Observatorium, voorzien in artikel 8.05.06.

#### *Afdeling 2. — Begeleidingscomité*

**Art. 9.** Binnen het Observatorium wordt een reflectieorgaan met de naam « Begeleidingscomité » opgericht. Dat orgaan is belast met de oriëntering en de beoordeling van de opdrachten die het Observatorium uitvoert. Het is ook belast met de goedkeuring van het activiteitenverslag dat door de Operationele coördinatie wordt ingediend.

**Art. 10.** Het Begeleidingscomité is samengesteld uit :

— drie vertegenwoordigers van de overheid :

- een vertegenwoordiger van de bevoegde minister;

- een vertegenwoordiger van de minister-voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (krachtens zijn coördinatiefunctie van de acties van de leden van zijn Regering inzake het beleid in verband met het gehandicaptenbeleid);

- een vertegenwoordiger van de minister-voorzitter van de Franse Gemeenschapscommissie (krachtens zijn coördinatiefunctie van de acties van de leden van zijn Regering inzake het beleid in verband met het gehandicaptenbeleid).

— vijf vertegenwoordigers van de Adviesraad: de Voorzitter en vier vertegenwoordigers die in zijn midden worden aangeduid.

— de diensthoofden van de Brusselse Franstalige Dienst voor Personen met een handicap.

**Art. 11.** Het Begeleidingscomité kiest in zijn midden onder de vertegenwoordigers van de Adviesraad zijn voorzitter.

**Art. 12.** Het Begeleidingscomité kan een of meerdere deskundigen bij zijn werkzaamheden betrekken wanneer die een technisch karakter hebben waarvoor bijzondere competenties vereist zijn.

Het kan ook een of meerdere vertegenwoordigers van een andere deeltentiteit bij zijn werkzaamheden betrekken wanneer die een transversaal karakter hebben waarvoor uitwisselingen vereist zijn.

**Art. 13.** Het Operationele comité en het Begeleidingscomité stellen elk hun respectieve interne reglement op.

### HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

**Art. 14.** Dit besluit treedt in werking op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Opgesteld te Brussel, op 20 december 2007.

Door het College :

De Minister-voorzitter van het College,  
B. CEREXHE

De Lid van het College belast met het Beleid inzake Bijstand aan personen,  
Mevr. E. HUYTEBROECK